

Politique économique

Nous avons obtenu des prévisions de sources privées comme le Centre de recherches et d'information sur les sciences économiques appliquées de l'Université de Toronto. Ces prévisions sont assez pessimistes. Selon la dernière publication de cet organisme, l'activité économique du Canada connaîtra un ralentissement considérable en 1977. La détérioration des perspectives pour 1977 provient de l'incertitude croissante relativement aux investissements des entreprises dans l'économie. Le Centre de recherches et d'information prévoit un taux de croissance modeste de 3 p. 100 en 1977 et un taux de chômage moyen de 7.9 p. 100 cette année. Comme nous le savons tous, nous avons déjà atteint un taux de chômage de 7.9 p. 100 ce mois-ci.

Ce centre de l'Université de Toronto indique aussi que le taux de chômage atteindra 8.3 p. 100 pendant le quatrième trimestre de cette année. Est-ce là la reprise soigneusement planifiée dont parle le ministre des Finances? La stratégie économique du gouvernement consiste-t-elle à atteindre un taux de chômage de 8.3 p. 100 pendant le quatrième trimestre de cette année? Si oui, la Chambre devrait simplement dire, qu'elle ne fait plus confiance au gouvernement pour gérer les affaires économiques du pays.

● (1750)

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Je présenterai le problème ainsi: il peut mettre en place les joueurs qu'il veut, personne en face ne comprend quels sont les besoins du pays sur le plan économique.

Voyons ce qui se passe depuis deux ans. Pourquoi un seul Canadien voterait-il pour un gouvernement qui pendant la période de six ans se terminant en octobre dernier, a provoqué une inflation de 55 p. 100? Le gouvernement ne doit pas continuer à tromper le public sur les origines de l'inflation. Le premier ministre (M. Trudeau) prétend, bien sûr, que c'est à cause de la voracité des syndicats, des compagnies, des agriculteurs, de n'importe qui, sauf du gouvernement. Selon lui, le gros problème c'est que les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens. Mais au fond il sait que c'est son propre gouvernement qui a causé le taux d'inflation actuel et que, par voie de conséquence, nous devons subir un taux de chômage de 18.3 p. 100. Il est certain que l'inflation a été fabriquée à Ottawa par le gouvernement Trudeau. J'ai dit qu'il nous avait donné une inflation de 55.3 p. 100. Ses propres dépenses ont augmenté de 127 p. 100 au cours de cette période de six ans.

M. Paproski: C'est une honte!

M. Stevens: Alors que ce gouvernement insouciant et vorace a augmenté ses dépenses de 127 p. 100 et que la masse monétaire s'est accrue de 100 p. 100, un chiffre que même le ministre a dû confirmer au comité l'autre soir, comment peut-il demander à l'électorat de lui faire confiance? Autrement dit, il nous a fallu 103 ans depuis la Confédération pour que notre masse monétaire atteigne un certain niveau, mais le gouvernement l'a doublé en six ans. Avec de tels chiffres, et une croissance réelle de 31.7 p. 100, doit-on s'étonner si

l'inflation s'élève à 55.3 p. 100? Le ministre peut bien rire. Mais va-t-il rire au nez des chômeurs?

M. MacFarlane: Oh allons!

M. Stevens: Nous ressentons maintenant les effets des dépenses inconsidérées du gouvernement qui ont fait doubler la masse monétaire en six ans.

Quelqu'un a demandé plus tôt: que s'est-il passé pendant les années du gouvernement Diefenbaker? J'aimerais mentionner pour le compte rendu ce qui s'est passé pendant ces années.

Une voix: Le chômage n'a jamais été plus élevé.

M. Stevens: N'allons pas trop vite. Pendant la période de six ans de 1958 à 1964, le chômage était en moyenne moins élevé que pendant les six années dont j'ai parlé. L'inflation s'est élevée à 7.6 p. 100 au lieu de 55 p. 100. La croissance monétaire ne constituait que le cinquième de celle du gouvernement actuel et il en était de même de la croissance réelle. En somme, au cours des six années dont j'ai parlé, la croissance réelle était aussi élevée que celle qui fut enregistrée pendant les six années évoquées aujourd'hui par le ministre, mais l'inflation ne s'élevait qu'à 7.6 p. 100, contre 55 p. 100 sous le gouvernement actuel.

Bien entendu, le gouvernement se défend bien d'être responsable de l'inflation. Tantôt, il en rejette la faute sur le temps, tantôt, sur la conjoncture internationale. D'autres fois, il en accuse les gouvernements provinciaux et municipaux. Comme c'est étrange, monsieur l'Orateur. Comment la conjoncture internationale a-t-elle pu l'inciter à doubler la masse monétaire au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): La hausse du prix du pétrole.

M. Stevens: La hausse du prix du pétrole, à ce qu'il dit. Il ignore qu'avant la crise du pétrole en 1973, nos exportations étaient supérieures à nos importations, ce qui favorisait notre situation financière.

M. Macdonald (Rosedale): Nous importons près de la moitié de notre consommation, soit 500,000 barils par jour.

M. Stevens: Le ministre ne connaît même pas les faits pour une seule des années que nous sommes en train d'étudier. En tant que pays industrialisé, le Canada dispose de plus de ressources par tête d'habitant que tout autre pays. Dans ces conditions, nous ne pouvons même pas espérer, pour cette année, la moitié du taux de croissance que la Banque d'Amérique prévoit pour les pays industrialisés qu'elle étudie. Cela est inadmissible. Le taux de croissance réelle prévu par le ministre ne tient pas compte des ressources de notre pays. Avec notre potentiel économique et la qualité de notre main-d'œuvre, nous devrions venir en tête pour notre croissance réelle, au lieu de nous placer dans les derniers.

J'aurais souhaité que le ministre des Finances consacre plus de temps—au lieu de parler pendant plus de 40 minutes du discours du chef de notre parti...

M. Macdonald (Rosedale): Il fallait bien que je corrige ses erreurs.